Nucléaire : l'Europe ne doit pas confondre urgence climatique et solution miracle

Tribune par Alexander Bernhuber (eurodéputé autrichien du PPE) avec pour co-signataires l'European Environmental Bureau (EEB), GreenPeace et United for Climate Justice.

À l'heure où l'Union européenne redéfinit sa stratégie énergétique, une question mérite d'être posée : peut-on réellement qualifier une énergie de durable au seul motif qu'elle émet peu de dioxyde de carbone ?

La transition énergétique européenne ne peut se construire sur des raccourcis. Face au changement climatique, à la hausse des coûts de l'énergie et aux tensions géopolitiques, l'Union européenne doit réduire ses émissions, protéger sa compétitivité et garantir son indépendance énergétique. Mais cette ambition exige une politique cohérente, fondée sur des critères environnementaux exigeants, et non sur la promotion d'une technologie présentée comme une réponse universelle.

C'est précisément le débat que soulève la place du nucléaire dans la catégorisation européenne des activités durables.

En 2022, je m'étais déjà opposé à l'inclusion du nucléaire dans cette classification. J'avais estimé que le Pacte vert européen ne devait pas servir de voie détournée à une nouvelle expansion de cette filière. Cette position, défendue au nom de la délégation autrichienne de l'ÖVP, repose sur une exigence fondamentale : le label européen de durabilité doit conserver son sens et sa crédibilité.

Une énergie bas carbone n'est pas automatiquement une énergie durable

Le nucléaire présente un avantage climatique incontestable: ses émissions directes de CO_2 lors de la production d'électricité sont faibles. Il serait intellectuellement malhonnête de nier cette réalité. Mais il serait tout aussi réducteur de considérer que cet avantage suffit à résoudre l'ensemble des questions environnementales.

La gestion des déchets radioactifs, la sûreté des installations, les risques d'accident, le démantèlement des centrales et les coûts de construction sur plusieurs décennies doivent être intégrés à toute évaluation sérieuse. La question du stockage définitif des déchets de haute activité et à vie longue reste notamment un enjeu de long terme pour les pays qui utilisent cette technologie.

L'enjeu n'est donc pas de contester les bénéfices climatiques du nucléaire, mais de rappeler qu'une politique environnementale ne peut reposer sur un seul indicateur. Réduire les

émissions est indispensable ; protéger les écosystèmes, maîtriser les risques et assumer les conséquences à long terme de nos décisions l'est tout autant.

La crédibilité de la transition écologique dépend de notre capacité à évaluer toutes les conséquences d'un choix énergétique, et non de notre aptitude à lui attribuer une étiquette rassurante.

La taxonomie européenne doit rester un instrument de transparence

La taxonomie européenne a été conçue pour aider les investisseurs à identifier les activités économiques contribuant aux objectifs environnementaux de l'Union. Pourtant, depuis la décisionde 2022 d'y inclure, sous certaines conditions, des activités liées au nucléaire et au gaz, sa portée fait l'objet d'un débat politique et environnemental majeur.

Il faut être précis : cette classification ne contraint pas les États membres à construire des centrales et ne constitue pas une obligation générale de financer le nucléaire. Elle définit des conditions auxquelles certaines activités peuvent être considérées comme contribuant aux objectifs climatiques dans ce cadre réglementaire.

C'est justement pourquoi la question du label est si importante. Une classification européenne influence la manière dont les investisseurs comprennent et présentent les activités économiques. Elle doit donc reposer sur des critères rigoureux, lisibles et scientifiquement justifiables.

L'Union ne doit pas laisser entendre que toutes les technologies faiblement carbonées présentent les mêmes avantages, les mêmes risques ou les mêmes conséquences environnementales. Elle doit garantir une information complète, permettre aux investisseurs de comparer les solutions et éviter que le terme « durable » perde sa valeur.

Investir dans une transition qui ne reporte pas les difficultés sur demain

Les choix énergétiques européens engagent des sommes considérables et des infrastructures destinées à fonctionner pendant des décennies. Les nouveaux réacteurs nucléaires peuvent nécessiter des investissements initiaux importants, des délais de construction longs et des dispositifs spécifiques pour le démantèlement et les déchets. Ces éléments doivent être évalués au cas par cas, en tenant compte des caractéristiques de chaque projet.

Les renouvelables ne sont pas exemptes de contraintes : leur développement exige des réseaux adaptés, des capacités de flexibilité et, selon les systèmes électriques, des solutions de stockage. Elles doivent elles aussi être évaluées selon leurs coûts, leurs besoins matériels et leurs incidences environnementales.

Mais cette comparaison doit nous conduire à une politique d'investissement équilibrée, pas à faire du nucléaire une priorité automatique au nom du climat.

L'Europe doit renforcer ses réseaux électriques, accélérer les économies d'énergie, développer les renouvelables, soutenir l'innovation et améliorer les interconnexions entre États membres. Ces investissements sont essentiels pour réduire les émissions et construire

un système énergétique capable de répondre à la demande tout en limitant les dépendances extérieures.

Il ne s'agit pas de prétendre qu'une seule solution suffira. Il s'agit de refuser qu'une technologie bénéficie d'une présomption de durabilité qui dispenserait d'examiner ses coûts et ses conséquences.

L'indépendance énergétique ne se décrète pas

La guerre en Ukraine a rappelé à quel point les dépendances énergétiques peuvent fragiliser l'Europe. Toutefois, l'indépendance ne se mesure pas au seul nombre de centrales présentes sur un territoire.

Elle dépend de la diversité des approvisionnements, de la maîtrise de la consommation, des capacités industrielles, de la disponibilité des équipements et de la résilience des infrastructures. Le nucléaire possède ses propres chaînes d'approvisionnement, notamment pour le combustible et les technologies spécialisées. Les renouvelables présentent d'autres dépendances industrielles, qui doivent elles aussi être réduites.

L'Europe doit donc renforcer ses capacités de production, diversifier ses sources d'énergie et mieux coordonner ses investissements. Elle doit également respecter les choix nationaux en matière de mix énergétique, dans le cadre du droit européen.

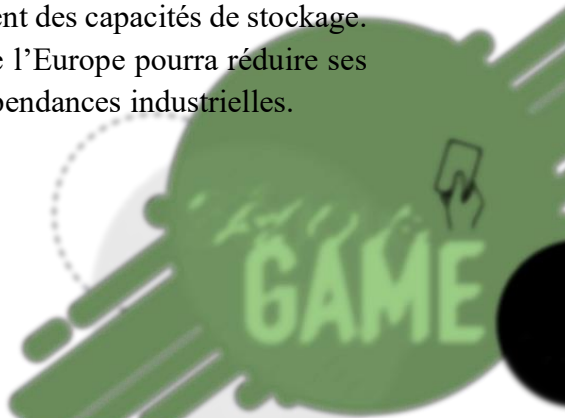
L'opposition entre pays favorables au nucléaire et pays qui le refusent ne doit pas empêcher la recherche d'un objectif commun : garantir une énergie fiable, accessible et compatible avec les ambitions environnementales de l'Union.

Le véritable courage climatique consiste à choisir une transition durable

Le débat européen sur le nucléaire ne doit être ni un affrontement de slogans ni une confrontation entre intérêts nationaux. Il doit porter sur les choix énergétiques qui permettront de construire une transition réellement durable, respectueuse de l'environnement et des générations futures.

Je défends une position claire : le nucléaire ne constitue pas une solution miracle à la transition énergétique et ne doit pas être considéré comme une énergie verte au même titre que les énergies renouvelables. Ses faibles émissions de carbone ne sauraient effacer les défis liés aux déchets radioactifs, à la sûreté, au démantèlement et aux coûts de long terme. Il ne doit donc pas bénéficier d'une reconnaissance de durabilité qui minimiserait ces contraintes.

L'Union européenne doit désormais concentrer davantage ses efforts sur les solutions qui permettent une transition énergétique durable : le développement de l'éolien, du solaire et des autres énergies renouvelables, l'amélioration de l'efficacité énergétique, le renforcement des réseaux électriques et des interconnexions, ainsi que le déploiement des capacités de stockage. C'est en investissant dans ces domaines et dans l'innovation que l'Europe pourra réduire ses émissions, renforcer son autonomie énergétique et limiter ses dépendances industrielles.



L’urgence climatique ne saurait justifier un affaiblissement des exigences environnementales. La taxonomie européenne doit rester un outil crédible d’information et de transparence, fondé sur des critères stricts, et non devenir un instrument de promotion politique du nucléaire.

L’avenir énergétique de l’Europe doit reposer sur une accélération résolue des énergies renouvelables, et non sur la présentation du nucléaire comme une réponse incontournable à la crise climatique.

C’est à cette condition que la politique énergétique européenne pourra rester crédible, au service des citoyens et des générations futures.

